

N° DP 25/16

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°2 CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN LOCAL, D'UN TERRE-PLEIN ET DE POSTES D'AMARRAGE AU PORT DE LA MADRAGUE - HYERES-LES-PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des Transports,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis d'appel à candidatures publié du 9 novembre au 10 décembre 2021,

VU le compte rendu de la commission d'attribution du 1^{er} mars 2022,

VU la décision du Président n° 22/1134 du 20 décembre 2022 relative à la convention d'occupation temporaire d'un local, d'un terre - plein et de postes d'amarrage situés sur le domaine public portuaire de la Madrague,

VU la décision du Président n° 23/647 du 30 juin 2023, Avenant n°1 relatif au changement de bénéficiaire de ladite convention,

VU le compte rendu du Conseil Portuaire du 5 juin 2024,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a souhaité mettre à la disposition d'un professionnel, un lot situé au port de la Madrague de Giens sur la Commune de Hyères (83400), composé d'un local de 5,35 mètres carrés (m²), d'un terre-plein de 7m² et de 7 postes d'amarrage,

CONSIDERANT que, suite à une procédure de mise en concurrence menée à son terme, la commission chargée de l'examen et de l'appréciation des candidatures a attribué ce lot à Monsieur Grégory DJIAN, entrepreneur individuel, pour une activité de location de bateaux et de tous véhicules nautiques à moteur,

CONSIDERANT qu'une convention d'occupation temporaire du domaine public, n° DP 22/1134 en date du 20 décembre 2022, a été signée, pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026, entre la Métropole TPM et Monsieur Grégory DJIAN,

CONSIDERANT qu'un avenant n°1 du 30 juin 2023 a autorisé le transfert de ladite convention à la SAS « L'ICEBERG », sis Hyères (83400) 468 Chemin des barques, dont Monsieur Grégory DJIAN est le président,

CONSIDERANT qu'il y lieu de modifier, par un avenant n° 2, l'occupation d'un espace de plan d'eau en lieu et place de postes d'amarrage, pour la mise en place par le bénéficiaire, d'un module flottant spécifiquement adapté à l'accueil et l'amarrage de jets ski,

CONSIDERANT le projet d'avenant n°2, ci-joint,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER l'avenant n°2 modifiant la convention d'occupation temporaire conclue, à titre onéreux, entre la Métropole TPM et la SAS « L'ICEBERG » le 20 décembre 2022, elle-même modifiée par l'avenant n°1 du 30 juin 2023, ceci afin de prendre en compte l'occupation d'un plan d'eau en lieu et place de postes d'amarrages.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

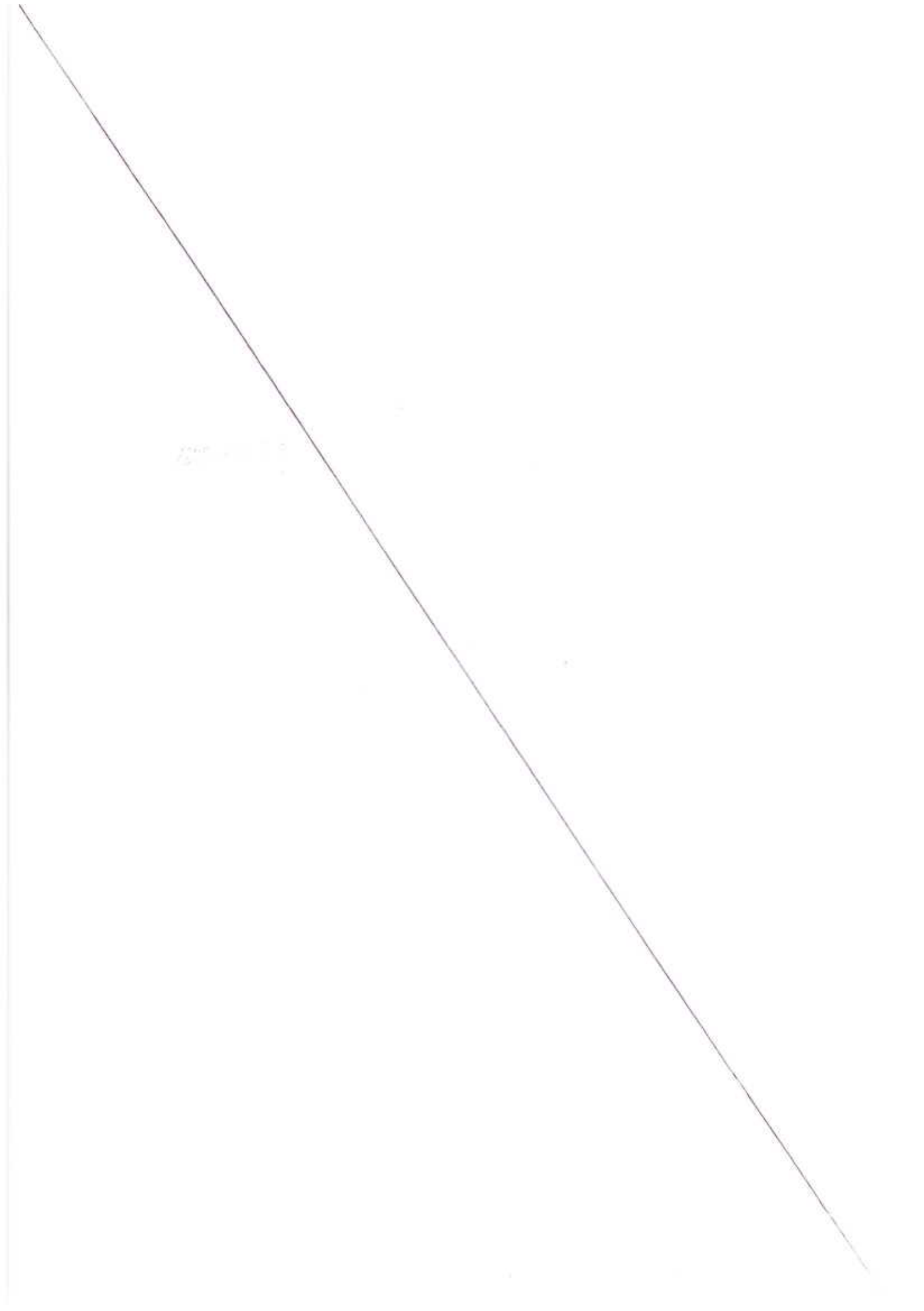
Fait à Toulon, le

17 JAN. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE
A MONSIEUR GREGORY DJIAN**

**LOCAL, TERRE-PLEIN ET POSTES D'AMARRAGE
SITUÉS AU PORT DE LA MADRAGUE DE GIENS
- COMMUNE DE HYERES LES PALMIERS -**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Hubert FALCO, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..22./113.4 en date du 20/12/2022.

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur Grégory DJIAN exerçant son activité sous l'enseigne « L'ICEBERG », domicilié 4 avenue Lieutenant Vaisseau Roussel 83320 LE PRADET, et immatriculé au Registre du Commerce et des Société de Toulon sous le numéro 438 629 347, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **l'Occupant** » ou « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - NATURE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'occupation accordée par la Métropole TPM est placée sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public. Elle est non constitutive de droits réels. Elle est régie par les règles de droit administratif applicables au domaine public des personnes publiques, à l'exclusion de toute autre législation applicable en matière de locaux professionnels ou commerciaux.

ARTICLE 2 - OBJET

Monsieur Grégory DJIAN, domicilié 4 avenue Lieutenant Vaisseau Roussel 83320 LE PRADET, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 438 629 347 est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité « location bateaux, VNM », sur le domaine public portuaire de la Madrague de Giens, selon le plan joint en Annexe 1:

- Dans le bâtiment de la capitainerie de la Madrague : Un local de 5,35 m² à usage de bureau-accueil administratif,
- Avec pour dépendance : Un terre-plein de 7 m² et 7 postes d'amarrage professionnel à quai avec un Tirant d'eau inférieur ou égale à 1 m et avec, comme dimensions maximales :
 - 4 postes de 7 m hors tout X 2,50 m pare-battage compris,
 - 3 postes de 4 m hors tout X 1,30 m pare-battage compris.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole TPM.

ARTICLE 3 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de 5 ans, à compter du **1^{er} janvier 2022**. Elle ne pourra excéder la date du **31 décembre 2026**.

Elle ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction. Le Bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction des ports, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de l'Autorité Portuaire, qui pourra le refuser sans motif.

ARTICLE 4 - CLAUSES FINANCIERES

4.1 - Calcul et montant de la redevance

Le Bénéficiaire versera une redevance annuelle, hors charges locatives, calculée et révisée chaque année par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM, selon les « Tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage » - Port de la Madrague de Giens - et rapportée au nombre de m² occupés.

- Locaux et terre-pleins :

La redevance, détaillée ci-après, s'élève pour l'année 2022, à **1936,82 € TTC** (Mille neuf cent trente-six euros et quatre-vingt-deux centimes) :

- Locaux bâtis nus à vocation économique – Titre B-IV-1 : 5,35 m² à 23,22 € TTC / m² / mois x 12 mois soit 1490,64 € TTC.
- Terre-pleins nus - Titre B-IV-1 : 7 m² à 63,74 € TTC / m² / an soit 446,18 € TTC.

GD

- Postes d'amarrage :

Ils feront chacun l'objet d'une autorisation spécifique, jointe en Annexe 2 et renouvelable annuellement, qui fixe les conditions d'occupation des navires ainsi que le montant de la redevance, en relation avec la surface effectivement occupée, selon le document « Tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage ».

Pour l'année 2022 cette redevance est calculée selon un « Terme variable » qui s'élève à 73,92 € TTC / an, multipliée par la surface d'occupation réelle maximum du navire en m² (Longueur x largeur), auquel s'ajoute une redevance forfaitaire, dite « Terme fixe », d'un montant de 91,79 € TTC / an.

L'attribution du poste d'amarrage est, notamment, soumise à la remise annuelle de documents (Extrait Kbis, rapport annuel d'activité, carte de circulation du navire et assurance), et au paiement de la redevance associée aux dimensions du navire.

4.2 - Charges locatives

Le bénéficiaire remboursera à la Métropole TPM, qui en assure l'avance, l'intégralité de sa consommation en électricité.

Ce remboursement interviendra en fin de chaque année sur relevé de compteur.

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphone, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

4.3 - Modalités de paiement

L'Occupant acquittera la redevance auprès de la capitainerie du port de la Madrague, à réception de la facture. Pour tout règlement par chèques, ceux-ci devront être libellés à l'ordre de la « régie du port de la Madrague ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

La présente autorisation d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

L'occupant ne peut, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du local mis à disposition. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnités.

5-1 : Obligations générales

L'Occupant s'engage à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité.

Les lieux seront affectés exclusivement à l'exploitation de l'activité telle qu'indiquée à l'article 2.

Ils ne pourront en aucun cas servir de lieu de stockage de matières inflammables (carburant, solvants, produits d'entretien de bateaux, ...) ou de lieu de couchage.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements, notamment :

- celles relatives aux dépôts de matières dangereuses, à la sécurité des installations, en particulier, électriques,

- celles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité,
- aux mesures et consignes de police générale ou spéciale permanentes et occasionnelles en vigueur sur le port,
- à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de la Métropole TPM.

Il s'engage à fournir à l'Autorité Portuaire toutes les autorisations correspondantes sur simple demande.

Il veillera à ce que sa clientèle se conforme également aux lois et règlements d'ordre général, mesures et consignes de police générale ou spéciale permanentes et occasionnelles en vigueur sur le port, ainsi qu'à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de la Métropole TPM.

5-2 : Ouverture, entretien et réparation

L'Occupant est tenu d'exploiter son local à l'année.

L'Occupant sera tenu d'exécuter toutes les réparations locatives nécessaires pour maintenir les lieux et dépendances mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris, s'il y a lieu, installations, matériels et mobiliers.

Il supportera le coût des réparations locatives des tous les travaux nécessaires au maintien en bon état du local, aménagements, ameublement, appareils et installations diverses et en général tout ce qui peut garnir les lieux sans aucune exception ni réserve, conformément au décret n° 87-712 du 26 août 1987.

L'entretien et les réparations des installations et aménagements exécutés par l'occupant seront entièrement à sa charge.

L'Autorité Portuaire se réserve le droit de faire visiter par ses agents, en présence de l'Occupant, les lieux attribués et prescrire les réparations et travaux de remise en état à effectuer.

L'Occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole TPM à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

5-3 : Obligations particulières

L'Occupant veillera chaque année, à respecter ses obligations administratives et se munir à ses frais de toutes ses autorisations administratives. Il s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipements de telle manière que leur utilisation soit agréée, conforme à leur usage et compatible avec la destination des lieux.

L'Occupant veillera à maintenir, à ses frais, les locaux mis à sa disposition en parfait état de propreté et de sécurité.

Les mobiliers extérieurs, en bois naturel adapté au milieu marin, devront être amovibles, traités contre le feu et rangés chaque jour en fin d'activité.

L'utilisation de mobiliers avec support publicitaire, n'est pas autorisée.

5-4 : Enseignes extérieures

L'occupant pourra être autorisé à signaler, à ses frais et moyennant le paiement d'une redevance, son activité au moyen d'enseigne extérieure. Cette dernière devra être conforme à la réglementation appliquée en la matière dans l'enceinte du port et faire l'objet d'une demande préalable et détaillée adressée à l'Autorité Portuaire et avoir reçu son approbation expresse.

GD

ARTICLE 6 - IMPOTS, TAXES

L'Occupant pourra être assujéti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier et de la taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

ARTICLE 7 - JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

7-1 : Jouissance des lieux

L'Occupant ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreur, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol et/ou sous-sol).

Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser une construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de l'Autorité Portuaire.

Pour tous travaux autorisés par l'Autorité Portuaire (modification ou aménagements de biens meubles ou immeubles mis à disposition), l'occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de l'Autorité Portuaire pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

7-2 : Etat des lieux

Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux pour les occuper dans le cadre de la précédente convention, et les accepte comme tels.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et un inventaire complémentaire seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

Le propriétaire pourra exiger du Bénéficiaire la restitution du bien débarrassé (démolition) des éventuels travaux.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux et au plus tard le 31 juillet de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances :

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole TPM aussi bien de la part de l'Occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole TPM.

L'Occupant devra s'assurer au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux et biens meubles, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant la Métropole TPM contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

8-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après le sinistre, la réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, l'autorité portuaire sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole TPM ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Autorité Portuaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués. Il en est de même pour le matériel entreposé dans le port.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations du domaine public, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM ou de la régie du port sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles d'être prescrites (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

ARTICLE 9 – CESSATION D'OCCUPATION, RESILIATION, RETRAIT

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole TPM. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'Occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). Le Bénéficiaire reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole TPM est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement.

Elle peut également intervenir de manière anticipée à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

1° : Résiliation à la demande du Bénéficiaire

Sur demande motivée du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

2° : Résiliation par l'Autorité Portuaire pour défaut d'exécution du Bénéficiaire

Sans aucune autre formalité, ni versement d'indemnité par la Métropole TPM un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter notamment à :

- se conformer à l'une quelconque des conditions de la présente convention,
- communiquer les autorisations réglementaires exigées par l'exercice de son activité,
- régler les redevances ou factures impayées pour fournitures, prestations de services ou impôts dus au titre des prescriptions de la présente convention.

3° : Retrait pour cause d'intérêt général

Par retrait pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification de la Métropole TPM par lettre recommandée, avec accusé de réception. Dans ce cas de figure, le montant de la redevance est calculé au prorata-temporis d'occupation. L'Occupant sera indemnisé du préjudice résultant des dépenses exposées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 – EXECUTION

Le Président de la Métropole TPM sera chargé de l'exécution de la présente convention.

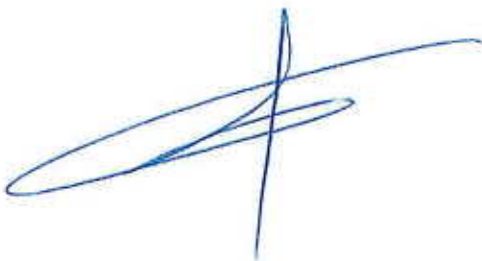
ARTICLE 11 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole TPM, soit d'un recours contentieux passé devant le Tribunal Administratif de Toulon, accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le 20/12/2022
En 3 exemplaires

Monsieur Grégory DJIAN,

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Hubert FALCO



AVENANT N°1

**Transfert de la convention d'occupation temporaire accordée par DP n°
22/1134 du 20 décembre 2022 au profit de la SAS « L'Iceberg »
Port de la Madrague - Commune d'Hyères-les-Palmiers**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la **décision n°** **du**

Ci-après désignée l' « Autorité portuaire »

D'une part,

ET :

La Société « L'Iceberg », Société par action simplifiée dont le siège est situé à Hyères (83400) 468 Chemin des barques, identifiée au SIREN sous le numéro 951 759 448 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon, représentée par son Président, Monsieur Grégory DJIAN,

Ci-après désigné le « bénéficiaire »

D'autre part,

Préambule

Par décision du président n° DP 22/1134 du 20 décembre 2022, une convention d'occupation temporaire a été consentie à Monsieur Grégory DJIAN.

Cette autorisation d'occupation temporaire, non constitutive de droits réels, concerne l'exploitation d'un local de 5,35 m², avec pour dépendances un terre-plein de 7m² ainsi que 7 postes d'amarrage sur le domaine public portuaire de la Madrague - Commune d'Hyères les Palmiers - du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Monsieur Grégory DJIAN, entrepreneur individuel exerçant sous le nom commercial « L'ICEBERG » son activité de « location de bateaux et de tous véhicules nautiques à moteur » souhaite transférer l'autorisation d'occupation temporaire à la SAS « L'ICEBERG » immatriculée le 25/04/2023 dont il est le Président et pour la même activité.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'Autorité portuaire autorise à transférer la convention d'occupation temporaire accordée à Monsieur Grégory DJIAN par décision du président n° DP 22/1134 du 20 décembre 2022, sur le port de la Madrague à Hyères-les-Palmiers à la Société « L'ICEBERG » avec effet à la date de notification du présent avenant.

A compter de la date de notification, la Société « L'ICEBERG » sera subrogée dans les droits et obligations de Monsieur Grégory DJIAN au titre de la Convention, et sera tenu au respect des stipulations de la Convention.

Article 2 :

Toutes les dispositions de ladite Convention, que le bénéficiaire s'engage à respecter intégralement, demeurent inchangées.

Article 3 :

Tout litige relatif au présent avenant peut faire l'objet soit d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole TPM, soit d'un recours contentieux passé devant le Tribunal Administratif de Toulon, accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Jean-Pierre GIRAN



Pour le bénéficiaire
SAS « L'ICEBERG »

Le Président
Grégory DJIAN



AVENANT N°2
à la Convention d'occupation temporaire
n° DP 22/1134 du 20 décembre 2022 au profit de la SAS « L'Iceberg »
Port de la Madrague - Commune d'Hyères-les-Palmiers

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° _____ du _____

Ci-après désignée l' « Autorité portuaire »

D'une part,

ET

La Société « L'iceberg », Société par action simplifiée dont le siège est situé à HYERES (83400) 468 Chemin des barques, identifiée au SIREN sous le numéro 951 759 448 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon, représentée par son Président, Monsieur Grégory DJIAN,

Ci-après désigné le « Bénéficiaire »

D'autre part,

Préambule

Suite à une procédure de sélection lancée par la Métropole TPM pour une activité économique au port de la Madrague de Giens sur la commune de Hyères les Palmiers, une convention d'occupation temporaire n° DP 22/1134 en date du 20 décembre 2022, a été signée entre la Métropole TPM et M. Grégory DJIAN, entrepreneur individuel. Un avenant n°1 n° DP 23/647, en date du 30 juin 2023, transfère l'autorisation à la SAS « L'ICEBERG » dont Monsieur DJIAN est le Président. Cette autorisation, non constitutive de droits réels, concerne l'exploitation d'un local, d'un terre-plein et de 7 postes d'amarrage sur le domaine public portuaire de la Madrague, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026 pour une activité de location de bateaux et de véhicules nautiques motorisés.

En concertation avec l'autorité portuaire, il a été décidé, par un avenant n°2, de remplacer l'occupation de postes d'amarrage par celle d'un plan d'eau afin que le Bénéficiaire puisse mettre en place un ponton modulable d'accueil de jets ski.

Il est convenu ce qui suit :

OBJET :

Le présent avenant a pour objet de régulariser l'occupation, par la SAS L'ICEBERG, d'un espace de plan d'eau en lieu et place de postes d'amarrages prévus dans la convention initiale pour son activité de location de véhicules nautiques motorisés, à compter du 1^{er} mai 2024, et d'ajuster le montant de la redevance en fonction de cette nouvelle occupation.

Les parties conviennent :

1 / Article 1

L'Article 2 – Objet - est modifié comme suit :

La SAS L'ICEBERG est autorisée à occuper :

- « - 4 postes d'amarrage de dimensions maximales de 7 mètres (m) de longueur hors tout et de 2,50 m de largeur pare battage compris avec un tirant d'eau inférieur ou égale à 1m ;
- Une surface de plan d'eau de 56 m² maximum, destiné à l'installation d'un module flottant pour la période du 1^{er} mai au 31 octobre de chaque année restant à courir. »

2 / Article 2

L'Article 4.1 – Calcul et montant de la redevance - est modifié comme suit :

« - Locaux, terre-pleins et plan d'eau :

La redevance, détaillée ci-après, s'élève pour l'année 2024, à 3 407,57 € TTC (Trois mille quatre cent sept euros et cinquante-sept centimes) :

- Locaux bâtis nus à vocation économique – Titre B-IV-1 : 5,35 m² à 25,12 € TTC / m² / mois x 12 mois soit 1612,70 € TTC.
- Terre-pleins nus - Titre B-IV-1 : 7 m² à 68,93 € TTC / m² / an soit 482,51 € TTC.
- Plan d'eau - Titre B-IV-1 : 56 m² à 46,87 € TTC / m² / an proratisé pour une occupation du 1^{er} mai au 31 octobre soit 1 312,36 € TTC. »

3 / Article 3

Toutes les autres dispositions de ladite Convention, jointe en Annexe, que le bénéficiaire s'engage à respecter intégralement, demeurent inchangées.

4 / Article 4

Tout litige relatif au présent avenant peut faire l'objet soit d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole TPM, soit d'un recours contentieux porté auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour le Bénéficiaire
SAS « L'ICEBERG »

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

Le Président
Grégory DJIAN

